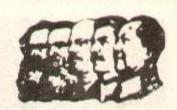
l'humanité rouge &



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Pour soutenir la lutte révolutionnaire du peuple iranien pour la liberté et la dé-mocratie, pour l'indépendance nationale contre l'hégémonisme des deux super-

Pour dénoncer et combattre le régime fasciste du Shah, valet de l'impérialisme

TOUS AU MEETING Jeudi 28 septembre à 20 h 30 à la Mutualité-Salle B (Paris 5e)

Organisé par : L'Union des étudiants iraniens en France (CISNU)

et soutenu par ; CPROPV, PCML (Humanité rouge), OCF(ml), PCR(ml), UCF(ml).

S'unir c'est assurer le succès de la lutte

La crise économique que connait notre pays ne fait que s'approfondir, elle est indissociable de la crise mondiale du système capitaliste.

Cette crise est cependant inégale dans les différents pays du monde capitaliste.

La concurrence internationale que se livrent les monopoles capitalistes du textile, de la sidérurgie, des chantiers navals, etc... pour la recherche du taux de profit maximum s'opère essentiellement sur le dos de la classe ouvrière, des masses

Le dernier conseil des ministres présidé par Giscard d'Estaing montre l'entrelacement évident de la politique de l'État et des monopoles capitalistes au travers de la sidérurgie. La politique de restructuration et de concentration « pour disposer d'une sidérurgie moderne, compétitive et rentable... » s'opère avec les fonds publics que dilapident depuis une décennie les maitres des forges. Cette politique de restructuration menée par l'État aura pour conséquence la suppression massive d'emplois, plus de 30 000 licenciements sont d'ores et déjà envisagés.

Les remèdes de Giscard d'Estaing sont loin d'être à l'image de sa déclaration de Verdun-sur-le-Doubs faite à la fin de janvier 1978. A cette époque, ne présentaitil pas cette image « d'une personne tombée à la mer et qui nage à contre-courant pour regagner la rive. Le courant est puissant, disait-il, mais à force de nager elle se rappoche du rivage, elle y est presque, elle vo le toucher. » Mais de quelle personne s'agissait-il?

D'un point de vue de classe - et il n'y a personne au-dessus des classes - il ne peut s'agir de la classe ouvrière, mais bien de la classe des capitalistes qui perpétue son oppression, son exploitation et recherche toujours le plus grand taux du profit maximum.

Les quelque deux milliards de prêt à Citroen sur les fonds publics faits en janvier 1975 n'ont-ils pas permis une ac-

cumulation de profits ? Ce prêt n'a-t-il pas aidé au regroupement Peugeot-Citroen-Chrysler a peu de

frais pour les monopoles capitalistes ? Quant aux travailleurs ils ont été jetés à la rue sous différentes formes.

Aujourd'hui, Giscard d'Estaing décla-: « Ce que je cherche à faire c'est que la France puisse gagner, que la France gagne dans la compétition internationale... pour assurer l'avenir des Français. »

La réalité concrète dans notre pays, c'est qu'il y a un million 600 000 chômeurs, que chaque jour des licenciements sont prononcés et que l'armée de réserve des sans-travail ne fait que grossir. La classe ouvrière est durement frappée.

(suite page 4)

Comité central du PCF Coincés

E Comité central du PCF reconnait, bien obligé, la réalité de ses échecs électoraux lors des dernières partielles. Mais il en reporte la responsabilité sur les électeurs qui n'ont « pas compris » et se dit déterminé à poursuivre dans la même voie électorale.

Faisant fi des critiques de nombreux travailleurs et militants, le Comité central du PCF réaffirme avec insistance son soutien à l'URSS, qualifiant cette superpuissance agressive de « force de paix et de progrès ». A la suite de cela, bien sûr, il s'oppose à la poursuite de la construction européenne. (Voir articles page 3)

Ajournement des négociations sur le problème des ressortissants chinois expulsés du Vietnam

ES discussions entre la Chine et le Vietnam sur le problème des ressortissants chinois expulsés par les autorités vietnamiennes ont été ajournées à l'initiative de la Chine devant la mauvaise volonté évidente et les provocations incessantes de la partie vietnamienne.

Les conditions dans lesquelles ces expulsions s'opèrent, les violations du territoire chinois par les soldats vietnamiens commencent à être largement connues.

Ainsi, une récente émission de telévision, dans un reportage pris sur le vif par un journaliste français, montrait de façon très claire ce qui se passe à la frontière. On voyait, par exemple, des garde-frontières vietnamiens pénétrer en territoire chinois et se mettre à insulter les paysans au travail.

Et le 28 septembre, Le Matin de Paris publie le repor-tage du journaliste français, François Debré, qui est allé sur place. Signalant que huit divisions vietnamiennes stationnent à proximité du territoire chinois, il donne ensuite la parole à des réfugiés qui expliquent la répression qu'ils ont subje.

Par exemple, cet ancien cadre de l'armée vietnamienne, Lin Han-song, qui a participé à 320 combats, qui a recu deux décorations et le
titre de héros du peuple, laisse éclater sa colère devant ce que lui ont fait subir les autorités vietnamiennes.



Indemnisation du chômage

Le chantage patronal

Le conseil de l'UNEDIC s'est réuni hier ; c'est un organisme paritaire qui réunit patrons et syndicats et qui gère l'assurance-chômage. Nous avons déjà parlé de l'impas-Nous se financière de cet organis-me (HR No 935).

Après la réunion d'hier, la situation est toujours bloquée car les patrons refusent catégoriquement d'augmenter leur participation aux cotisations pour combler le trou qui est de l'ordre de 1,5 milliard de francs.

Le conseil des ministres d'hier, de son côté, a confirmé la position du ministre du travail, Boulin, qui refuse d'augmenter la participation de l'État sauf si est acquis le principe de supprimer la durée d'un an pour l'indemnisation

Les représentants des syndicats ont été unanimes pour refuser ce désengagement patronal et gouvernemental qui revient à liquider l'indemnisation du chômage pour raison économique. Les discussions continuent aujourd'hui.

La position gouvernementale quatre ans après sa création prouve bien la nature démagogique de cette mesure dont le rôle principal était de limiter la lutte contre le chômage au début de la crise, en 1974.

Sur 1 200 000 chomeurs officiels, 430 000 ne perçoivent aucune indemnisation et 216 000 moins de 500 F ! Pour le gouvernement, il y a donc encore trop de chomeurs qui perçoivent trop d'allocations !

Tunisie

Jeudi 28 doit reprendre à Tunis, devant la Cour de sureté de l'État, le procès de trente dirigeants du syndicat tunisien UGTT.

..... Page 2

Foyers Sonacotra

Face aux mesures d'expulsion qui visent neuf d'entre eux, les travailleurs des foyers Sonacotra de Metz ont riposté par une manifestation unitaire avec les résidents d'autres foyers.

. Page 4

France-Chine

Les voyages des leaders politiques de la majorité en Chine marquent une intensification des relations d'Etat à État entre la France et la Chine. Ces liens doivent être renforcés comme doivent l'être aussi, et avant tout, les liens d'amitié entre les deux peuples.

Des travailleurs de LMT témoignent

. Page 5

Dans une interview accordée à notre correspondant de Nantes, des travailleurs de la LMT. dont un militant de la CGT, ancien membre du PCF, disent ce qu'ils pendent des nationalisations, du PCF et comment ils voient la révolution.

. Page 6.

Habib Achour



Lors des manifestations de janvier 1978

Ouverture des procès de Tunis

EST jeudi 28 septembre que doivent reprendre, à Tunis, devant la Cour de sûreté de l'État, les procès des trente dirigeants du syndicat tunisien UGTT, et parmi eux Habib Achour. Initialement prévu pour le 14 septembre, le procès a été reporté au 28. Les accusés risquent plus de dix ans de prison et même la peine de mort.

C'est à la demande des avocats de la défense qu'a que le dossier — 7 000 paété reporté le procès. C'est ges — leur avait été commu-

Tchad

Le premier discours d'Hissen Habré

Hissen Habré, le nouveau premier ministre tchadien a exposé lundi soir dans un discours les grandes orientations de sa politique.

Sur le plan intérieur, Hissen Habré a annoncé un plan rigoureux de remise en ordre de l'économie tchadienne et de rétablissement d'une gestion plus solide des finances publiques. Il a surtout relancé un appel à la réconciliation nationale et à l'unité du pays. « La main de la paix et de la concorde nationale demeure tendue, car nous voulons reconstruire ce pays avec la participation de tous » a-t-il déclaré, insistant sur le fait que « le gouvernement d'union nationale était disposé, à tout moment et sans préalable, à dialoguer pour la paix et l'unité du Tchad. » Cet appel s'adressait évidemment à Abba Siddick, le chef historique du Frolinat, actuellement en Algérie et à Goukouni Oueddei dont les troupes occupent près de la moitié du pays.

dont les troupes occupent près de la moitié du pays.

Sur le plan international, reprenant le thème des déclarations du récent discours du président Malloum, actuellement en visite en Chine, Hissen Habré a lancé un appel à l'unité et à la solidarité entre l'Afrique, l'Asie et l'Amérique latine « dans la lutte contre la misère, l'hégémonisme et l'impérialisme. »

Suicides de prêtres est-allemands

En moins de quinze jours, deux prêtres est-allemands, Rolf Günther et Gerhard Fischer ont mis fin à leurs jours, le premier par le feu, le second par pendaison. Selon les autorités étatiques et ecclésiastiques, ces suicides n'auraient aucun motif politique.

Cependant, on se souvient qu'en 1976, un autre prêtre, Oskar Bü sewizt, s'était immolé par le feu pour protester contre la répression – et que les autorités avaient essayé de le faire passer pour un simple fou.

On sait également que les communautés chrétiennes d'Allemagne de l'Est protestent depuis un certain temps contre la militarisation de l'enseignement. Pas plus tard que dimanche, les diocèses de Berlin ont dénoncé « l'idéa-lisation de la vie militaire et la minimisation des conséquences de la guerre. »

l'humanité rouge

L'Humanité rouse Pour toute correspondance BP of 75861 Paris Cores 19 CCP 30 225 72 Il fair avante Fair officielle niqué. Ils n'ont cependant obtenu que quinze jours de délai à la place des trois mois demandés.

Tout a commencé le 26 janvier dernier. A la suite de provocations fascistes contre des syndicalistes, le puissant syndicat UGTT decrétait une grève générale dans le pays. Alors que les syndicalistes se rassemblaient devant le siège du syndicat, à Tunis, des hommes de main de la milice fasciste de Sayah, l'aile la plus

main de la milice fasciste de Sayah, l'aile la plus à droite du parti gouvernemental néo-destourien, agres saient les grévistes.

Les incidents qui s'ensuivirent occasionnerent l'intervention de l'armée et une répression féroce contre le mouvement populaire. Plus de 130 morts parmi les travailleurs. C'était l'occasion que cherchait depuis longtemps le gouvernement pour tenter de reprendre en main le syndicat dont la direction lui avait échappé et pour étouffer le mouvement de masse qui se levait en Tunisie depuis plusieurs mois.

Faisant reposer la responsabilité des événements sur la direction syndicale alors que c'est lui qui en était entièrement responsable, le gouvernement décidait alors, pour concrétiser sa tentative de contrôle du syndicat, de traduire en justice les leaders syndicalistes, les remplaçant dans leurs fonctions par des fantoches désignés par lui.

Une bonne partie de son plan a d'ores et déjà échoué. D'une part, à la base, et même par fédérations entières, les travailleurs refusent de reconnaitre une quelconque représentativité à ces « délégués » ainsi choisis. D'autre part, un certain nombre de ces nouveaux dirigeants refusent le jeu qu'on veut leur faire jouer. Deux membres du bureau et six dirigeants fédéraux ainsi désignés ont récemment démissionné, renouvelant leur soutien à la véritable direction syndicale qui passe aujourd'hui en procès pour « atteinte à la sûreté de l'État et tentati-

RECTIFICATIF:

Dans notre édition d'avant-hier un morceau de l'article intitulé « Quand Lon Nol réapparait » a malencontreusement sauté, rendant le passage incompréhensible. Voici le paragraphe manquant :

« Ainsì, les pires arguments anti communistes que la bourgeoisie avait inventés en 1917 contre la Russie bolchévique, en 1950 contre la Chine populaire et la Corée, voilà qu'on les retrouve aujourd'hui dans l'Humanité! En 1917, la bourgeoisie française parlait des femmes soviétiques mises à la disposition des hommes ou des massacres d'enfants. En 1978, dans l'Humanité, on vous parle de « séparation forcée des familles » et de « vent de folie et de sang ». Quelle différence?

ve de changer le gouvernement par la force ».

Une première vague de procès devait avoir lieu à Sousse devant une juridiction criminelle. La police avait, pour l'occasion, prétendu trouver des armes dans le local syndical de la région. Devant la fragilité de l'argumentation, le gouvernement avait reculé et transféré les inculpés en Cour de sûreté de l'Etat, admettant ainsi le caractère purement politique du procès. Celui-ci devrait avoir lieu dans quel-ques temps.

Le procès qui se déroule actuellement est autre. C'est celui des dirigeants du syndicat. Déjà lors de la première audience, le 14 septembre, le tribunal avait été envahi par les amis des prévenus. Débordé, le président du tribunal avait du demander à Achour lui-même de ramener le calme. Depuis, le gouvernement a tenté de diviser le mouvement en proposant à Achour une grâce présidentielle, Celui-ci l'a refusée net : il veut être jugé avec ses camarades, il a d'ailleurs des révélations à faire lors du procès.

Au niveau de la rue, c'est dans un climat de grande mobilisation que s'ouvrent ces proces.

Le sale jeu des syndicats soviétiques

Dans une déclaration publiée en juillet dernier, Troud, le journal des syndicats soviétiques se disait « inquiet et préoccupé par la persecution qui s'abat sur des dizaines de dirigeants et militants du mouvement syndical tunisien ». Cette déclaration, quoiqu'un peu tardive, serait bien si elle ne manifestait pas l'hypocrisie la plus flagrante : à peine trois mois avant, ses auteurs recevaient en grande pompe à Moscou, plusieur dirigeants de l'actuelle direction de l'UGTT issue du congrès fantoche du 25 février. A cette époque, les massacres de Tunis étaient encore tout frais et la véritable direction syndicale était déjà en prison. Mais à l'époque, cela ne les « inquiétait » pas.

Il ne fait aucun doute que c'est le mouvement de solidarité qui s'est développé au niveau international beaucoup plus que les remords qui ont ainsi amené Moscou à se montrer « préoccupée ».

Gromiko a fait son discours à l'ONU

Toujours le même refrain

ORS de son discours devant l'Assemblée générale de l'ONU, Gromiko, ministre des Affaires étrangères de l'URSS, a présenté une nouvelle fois la politique internationale menée par l'impérialisme soviétique.

Le point le plus développé fut une nouvelle fois celui du désarmement.

Gromiko a indiqué que l'URSS et les USA conneissaient, à l'heure acruelin un équinure des rorce, et que l'UNSS a engaperir le de Dissi o modifier an

soviétique, contrairement à leurs discours, consiste justement à dépasser les USA et à établir un rapport de forces militaires en sa terraire

MONOPOLS MENORANDS

Mais, si l'URSS veut réserver le droit de défense du territoire aux « grands », elle se propose de venir « défendre » l'indépendance des pays alricains en intervenant elle-même. Gromiko a clairement indiqué que l'URSS entendait poursuivre la politique qu'elle a menée jusqu'à présent en Afrique

Vides ou travers de Ampli on est propendi.

Droposition : le cuit d'inut s'attendre à de no de limiter au maximum velles autessions de la company de l'UNA Lonies (es propendit de l'UNA L'ANDRE (es propendit de l'ANDRE (e

endredi 30

Le rapport de Charles Fiterman, bras droit de Mar-chais, devant le Comité central, réuni mercredi et jeudi, c'est avant tout le bilan électoral des échecs que vient de subir ce parti, c'est aussi la définition de la position du PCF sur « l'élargissement de la Communauté euro-péenne », et bien entendu le soutien à l'URSS.

Dans le bilan qu'il tire des dernières élections législatives partielles du Pasde-Calais, de Lorraine et de Paris XIVe, Fiterman fait une constatation de taille : « L'analyse du scrutin montre que le recul de nos suffrages est du pour la plus grande part au fait que des électeurs communistes se sont abs-tenus ». C'est la première raison qu'il donne à l'échec grandissant de son parti.

C'est là un fait histori-que nouveau : des électeurs et des militants du PCF n'ont pas voté pour « leur » candidat, estimant, précise à contre-cœur Fiterman, qu'ils ne jugent plus le PCF assez « efficace ».

Or, qu'ont à proposer Fiterman et l'ensemble des dirigeants de ce parti ? La même stratégie. Voilà qui annonce des jours sombres pour Marchais et les siens, même s'ils peuvent encore tenter de recoller les mor-

Ne sommes-nous pas en plein dans la situation décrite par notre camarade Jacques Jurquet, secrétaire gé-néral du Parti communiste marxiste-léniniste, dans le dernier numéro de Prolétariat :

« La crise actuelle du PCF sera suivie d'une pério-

Comité central du PCF

Coincés!

de de rémission. Il en est ainsi dans la majorité des ainsi dans la majorite des cancers, avant que n'intervienne la crise finale. La rémission est l'atténuation momentanée des symptomes d'une maladie. Mais le cancer révisionniste ne sera pas guéri et le PCF en crèvera comme les autres crèvera, comme les autres partis que cette maladie terrible a gangrénés (...)

» Le reniement des principes du marxisme-léninisme ne peut conduire qu'à ces déboires qui annoncent l'ultime décomposition d'un parti dans lequel ne se reconnaitront plus les ouvriers, les petits paysans et les masses populaires qui as-pirent à des changements réels et durables. (...)

» La nature révisionniste contre-révolutionnaire des dirigeants actuels du PCF fait qu'ils ne peuvent ni découvrir ni recourir à une

autre stratégie politique que celle de la compromission de classe avec les autres formations politiques bourgeoi-ses dites de «gauche». Marchais crie de plus en plus fort, invective le PS et ses dirigeants, précisément par-ce qu'il sait qu'il n'a pas de stratégie de rechange, l'expression est de lui-méme, et qu'avec sa fameuse voie pacifique, il est condamné à préparer, toute sa vie, toute la vie de son parti, les ... prochaines élec-

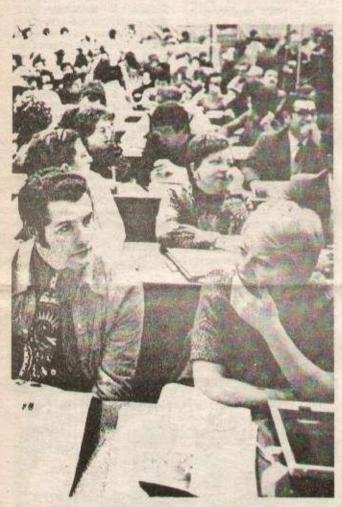
Pour reculer l'échéance de leur décomposition, les de leur décomposition, les dirigeants du PCF vou-draient relancer leur parti. C'est le point final du rapport de Fiterman : ren-dre le PCF présent dans les luttes actuelles pour le faire passer pour défenseur des intérêts des ouvriers. Mais

le but stratégique de cette orientation tactique est de refaire l'Union de la gauche, la même stratégie

C'est aussi au nom de la défense des intérêts des travailleurs que le Comité central s'oppose à l'élargis-sement de l'Europe, Quant à la lutte contre les conséquences néfastes du Marché commun ou de son élargissement (et elles existent), les travailleurs et les petits paysans français n'ont pas attendu le PCF pour les lancer. Précisons d'autre part qu'en prenant la position que définit Fiterman sur l'Europe, le Comité central s'aligne sur l'URSS.

Bref, sur toute la ligne, une politique contraire aux intérêts des travailleurs.

Philippe LECLERC



«Les abstentions communistes»

Après avoir constaté que « les différentes élections partielles ont aussi, à des degrés divers, reflété le mécontentement de la population, puisque les candidats de droite ont enregistré des échecs », Fiterman dans son rapport se demande pour-quoi le PCF n'a pas bénéficié de ce mécontentement.

« L'analyse de scrutin montre, dit-il, que le recul de nos suffrages est dû pour la plus grande part au fait que des électeurs commu-nistes se sont abstenus ».

Il donne à cette abstention la raison suivante : « En premier lieu, des électeurs

communistes se sont sans doute réfugiés dans l'abstention en considérant que ces élections ne pouvaient changer vraiment leur situation 7...) ». Il précise aussi : « On peut même dire que le mécontentement, touchant parfois à l'exaspération, accentue ces tendances dans la mesure où le vote a lieu dans des circonscriptions où nous n'apparaissons pas comme « efficaces » pour battre la droite. »

Ensuite, il accuse la droite (deuxième raison de cette abstention) et le PS (troisième raison).

« En bref, le projet d'élar-gissement du Marché commun est bien concu comme un moyen d'accélérer dans tous les domaines la politique d'intégration européenne. C'est la raison de fond de notre opposition catégorique à ce projet. »

Cette « raison de fonds » est développée ensuite en deux points : l'Europe unie c'est la domination de la RFA (Allemagne de l'Ouest) et la domination des USA.

Parlant des USA, il est même dit : « On ne décèle parmi les dirigeants ouest-européens aucune volonté réel-le d'indépendance ». Comment expliquer dans ce cas la création d'une monnaie européenne, rivale et concurrente du dollar améri-cain, l'ECU ? Si ce n'est par une volonté d'« indépenéconomique des monopoles français par rapport aux USA.

L'argumentation de Fi- quie.

terman est fausse. Comme il est faux de dire que la RFA domineralt sans partage l'Europe. Il y a bel et bien rivalité entre les gouvernements français et allemand pour le leadership européen.

Mais plus au fond, la position du Comité central sur l'Europe est la même que Moseou.

Ce qui explique a aussi l'éloge que l'iterman fait de l'URSS des le début de son rapport : « Crois-sance économique, rôle primordial en faveur du progrés et de la paix » seraient aux yeux du bras droit de Marchais les traits caractéristiques principaux de cet-te URSS qui apparait de plus en plus aux travailleurs pour ce qu'elle est : le pays des camps de concentration et de l'interven-tion militaire à l'étranger, Afrique ou Tchécoslova-

Contre l'Europe, pour l'URSS

Le Comité central du

ses en avant est la défense

PCF est donc contre l'élargissement de l'Europe, vient de confirmer le rapport Fiterman. Une des raisons mides travailleurs et surtout des petits paysans, face à l'Europe des monopoles. Mais Fiterman précise :

Grèves à la SNCF

Les travailleurs de la SNCF des lignes Paris-Le Havre et Paris-Caen poursuivent la grève qu'ils ont démarrée mardi après-midi sans préavis. Ils refusent les nouvelles mesures prises pour les trains pos-taux : mettre un agent PTT dans la locomotive, avec un agent SNCF (à la place de deux agents de la SNCF). Ce travailleur devrait être formé pour conduire aussi le train. Les travailleurs des PTT concernés se sont aussi mis en grève par solidarité.

Reprise à la SAM (Marseille)

Les travailleurs de la SAM (groupe Terrin) qui avaient repris le travail mardi matin, à la suite du vote du lundi, se sont mis en grève mardi aprèsmidi pour protester contre le licenciement de soixante-dix travailleurs d'Oliva (entreprise de soustraitance de la SAM). C'est sur l'intervention des permanents de l'UD-CGT venus sur place qu'ils ont finalement repris le travail. « De toute façon, c'est encore plus négatif, la boite risque de tomber ». tels étaient les arguments des permanents de l'U-D CGT

De leur côté, les travailleurs d'Oliva occupent toujours leur usine et aucune solution n'est trouvée pour l'avenir de la SPAT et des ateliers de Provence.

Prolétariat

LE P.C.F.

Le dernier numéro de Prolétariat est paru.

Passez vos commandes à Prolétariat - BP 320 13213 Bibliographie :

Marseille Cedex 1 CCP - 2130 89 H (Marseille) Au sommaire de ce numéro

Editorial

Le droit de parler du PCF Voie pacifique ou voie révolutionnaire Edifions le parti communiste de l'avenir

Jacques JURQUET

Critique politique et théorique : Programme commun Échec d'une stratégie

Pierre BAUBY

L'issue est ailleurs A propos des positions d'Althusser

Yves LANNOU Le PCF et les ouvriers immigrés 14 沿线的 De l'internationalisme ... à la trahison

Les cadres Dans quel camp sont-ils?

Edmond MERCIER

Guy LEBRETON

La politique internationale du PCF Une politique prosoviétique aux couleurs de la France Benoit TAILLAN

D'hier à aujourd'hui Le PCF et la Chine

Alain CASTAN

Documents:

Création du premier parti prolétarien en France Qu'est ce que le révisionnisme ?

Trente livres sur le PCF

commentés par Michel VIVIANT

Rectificatif

Le comité de défense de l'UGTT nous indique que l'édition clandestine de El Chaab dont nous avons fait état hier dans nos colonnes (reprenant une information parue dans d'autres journaux) ne représente ni les aspirations ni les revendications de la grande masse des syndiqués fidèles à la direction légitime de l'UGTT qui comparait, en ce moment, en procès.

Cette édition est le fait d'un petit groupe qui ne représente que lui-même

Où on voit comment les propriétaires, les avocats de l'accusation...Et et de la défense n'hésitent pas à bafouer leur propre justice pour arriver à leurs fins

Saint-Herblain, dans la banlieue de Nantes, les Guérin, depuis 19 ans fermiers sur une terre maraichère, sont condamnés à être expulsés. Le comité qui s'est constitué pour les défendre explique les conditions dans lesquelles cela s'est produit dans un communiqué dont nous publions cidessous des extraits.

Les conditions de logement faites à la famille Guérin par leur propriélogeant lui-même dans un château luxueusement restauré (c'est ce qu'a pu constater le comité) ont valu au propriétaire en question une condamnation en justice : ce dernier refusait les réparations minimum pour aménager le taudis où vivent les Guérin.

Mais une famille de paysans, cela ne pèse pas lourd au regard des profits, immobiliers par exemple, que peut procurer une terre proche d'une grande ville comme Nantes.

En 1972, le propriétai-re, M. Veillet, transporteur à Saint-Herblain, avait été condamné par le tribunal paritaire à faire des réparations sur l'exploitation qui n'ont jamais été faites. En 1975, M. Veillet est à nouveau condamné à faire les réparations et à une amende de 1 200 F. Prétextant le non-paiement des fermages 1973 et 1974 (qui avaient été déposés en consignation chez

Chaumet, avocat de la FDSEA à l'époque), M. Veillet obtient, en avril 1975, un jugement d'expulsion de la famille Guérin au tribunal de Nantes, confirmé en appel à Rennes en mars 1976.

L'état de la ferme et les frais de justice ont acculé Guérin à cesser son exploitation, à chercher du travail et un logement ailleurs. De plus, vu l'attitu-de du propriétaire depuis cinq ans, la famille Guérin n'est pas assurée de ne pas être l'objet de poursuites, après son départ des Bourderies!

C'est pourquoi une délégation d'une soixantaine de personnes du comité de défense de la famille Guérin s'est rendue au château de M. Veillet, samedi 23 septembre, à 15 h, pour obtenir de celui-ci un engagement à ne pas poursuivre d'aucune ma-nière la famille Guérin après son départ des Bour-

Après trois heures d'attente, M. Veillet, absent à

15 h, est arrivé et a accepté de signer l'accord présenté par le comité de défense au nom de M. Guérin. En outre, le comité de défense a remis à M. Veillet le chiffrage du dommage, causé par lui et M. Chaumette, à la fa-Guérin depuis le début de cette affaire :

- Indemnité de man-

que à gagner ; Frais de justice (deux millions de Frais francs), avocat, ex-

pert ; Déplacement temps passé ; Préjudice subi (santé morale).

Après un premier succès, obtenu grace au soutien apporté à la famille Guérin, le comité reste mobilisé jusqu'à l'obten-tion des indemnités que MM. Chaumette et Veil-let doivent à la famille Guérin.

Le comité de défense a obtenu un accord samedi. Hélas, pendant toutes ces années, M. Guérin a été isolé, seul à se bat-tre, mal aidé par le syndicat, avec une justice qui ne défend que les plus forts. Il a dû quitter la terre. Lui-même a reconnu sa-medi : « Seule l'action de masse paie », mais elle est arrivée trop tard pour maintenir un paysan sur la

Bureau de presse de Nantes

Résidents des foyers d'immigrés

Un mercredi de lutte à Metz

PRES le rassemblement du 23 à Thionville, les résidents des foyers d'immigrés de la Lorraine ont été de nouveau sur la brèche mercredi. Ce jour-là, avait lieu le procès en appel de neuf d'entre eux contre la décision d'expulsion prononcée en août par le tribunal de Metz.

L'audience de la cour d'appel était prévue depuis longtemps pour 14 h, mercredi, de même qu'une manifestation à Metz contre la décision d'expulsion. Or, mardi, dans l'après-midi, l'avocat des résidents apprenaît que le procès aurait lieu non pas à 14 h mais à 9 h le matin. La manœuvre était évidente. La So-nacotra et la justice pensaient court-circuiter les résidents qui (espéraient-elles sans doute) ne pourraient se déplacer le matin et annuleraient la manifesta-tion de l'après-midi.

150 A 200 AU TRIBUNAL LE MATIN

Mardi soir, l'avocat des résidents eut toutes les peines du monde à joindre les délégués des résidents de la région et les comités de soutien. Il téléphonait dans les foyers mais les gérants refusaient d'appeler les délégués. L'information fut connue tard dans la soirée et les délégués et les comités de soutien se mobilisérent la nuit et tôt dans la matinée.

Des cars prévus unique-ment pour l'aprés-midi devaient être commandés en vitesse pour le début de la matinée. Les délégués durent réveiller de bonne heure les résidents pour qu'ils se rendent à Metz à 9 h. A Thionville, par exemple, le délégué passa dans pres-que toutes les chambres pour donner l'information.

A l'heure prévue, 150 à 200 résidents étaient présents au palais de justice. A 10 h 30, la salle d'audience était pleine. C'était donc là un premier échec de la

LE REFUS DE SATISFAIRE LES REVENDICATIONS

L'avocat des résidents fit une bonne plaidoierie, montrant que le loyer de 200 F environ était excessif au regard des prestations rendues, des normes de logement et des salaires des ouvriers immigrés. Il montra l'absurdité de la décision d'expulsion de neuf résidents alors que des milliers d'autres font comme eux la grève des loyers.

Il montra que le règle-ment intérieur du foyer exige l'accord du comité de résidents avant toute expulsion et que la Sonacotra, en contradiction avec son règlement, refuse de reconnaître les comités de résidents élus par les résidents et à plus forte raison de discuter avec le Comité de coordination.

Il démontra que la Sonacotra qui prétendait ne pas faire payer de loyer mais des prestations de service avait , pour un foyer de Strasbourg, établit le mon-tant du loyer à partir de la surface corrigée des chambres, ce qui exclut donc que l'argent réclamé aux résidents soit le paiement d'une prestation de service.

Après bien d'autres arguments, il indiqua que derrière la procédure juridique déclenchée par la Sonacotra se cache le refus pur et simple de satisfaire les revendications des résidents et que la décision d'expulsion est irrégulière. En effet, jamais un travail-leur immigré expulsé ne l'a été pour la grève des loyers. Divers prétextes, « voies de fait » etc., ont toujours été employés employés

DES ARGUMENTS QUIFONT SOURIRE

L'avocat de la Sonacotra,

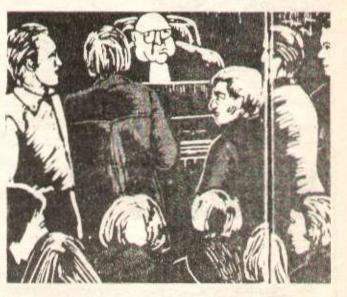
lui, invoqua le respect aveu-gle du règlement intérieur, les services rendus par la Sonacotra aux résidents logement, blanchissage des draps, leur changement, la cantine, etc. Ces arguments firent apparaître des sourires ironiques sur de nombreux visages. On sait quels services rend la Sonacotra. On sait à quoi se réduisent les « cantines » dans les foyers. Il prétendit qu'il n'y avait pas de grève des loyers car la grève n'existe que dans le cas d'arrêt au travail.

Il se livra à une démagogie grossière en disant : Stoleru a obtenu 30 millions du gouvernement pour améliorer la situation des foyers. Les résidents doi-vent 20 millions du fait de de leur refus de payer. Or, les foyers sont utilisés. Cela fait 50 millions sur le dos de l'Etat, donc du contribuable. C'est la tactique de la division et un menson-

Enfin, pour lui, les résidents ne veulent plus payer de loyers alors qu'ils n'en ont aucune raison ni aucun droit.

Somme toute, une argumentation mensongère et démagogique.

La décision sera prononcée le 11 octobre.



Au Puy, les travailleurs donnent un supplément de programme aux journalistes

tembre, les travailleurs du de montures de lunettes Puy se sont mobilisés con- en bois (resic) qu'il y autre la politique de chò- ra du travail pour tous. mage et les licenciements de Giscard-Barre et Barrot 2 000 travailleurs qui ont (ministre et député de manifesté pendant deux Haute-Loire).

territoire) « le deuxième ta peau ». congrès national de la Elastel, etc...)

ciements rien que cette an-

Le mercredi 27 sep- crevisses, ou des fabriques

Le soir donc, c'est heures en scandant « Unité Ces sinistres personna- contre les licenciements ges sont venus provoquer Pas un seul licencieles travailleurs, les licen- ment - Les putrons licenciés et les chômeurs en or- cient, licencions les paganisant par l'intermédiai- trons - Giscard, Barre, re de la DATAR (direction Barrot, barrez-vous - Barpour l'aménagement du rot salaud, le peuple aura

La manifestation se terd'entreprise » mina devant la préfecture (sic) dans la ville du Puy. où l'effigie du ministre lci même où l'on licencie à Barrot, plantée sur les tout de bras (Tanneries, grilles fut brûlée et les lettres de licenciement col-Des centaines de licen- lées sur les murs (Elastel).

Le matin, les journalisnée, ce n'est pas en im- tes venus de Paris pour asplantant des élevages d'é- sister à l'inauguration du

congrès, eurent un supplément à leur programme. Alors que les autorités comptaient sur eux, ils allèrent visiter les Tanneries et Elastel, à l'invitation des syndicats (CGT, CFDT, FO).

Ils purent ainsi voir ces deux entreprises tourner au ralenti, suite aux licenciements. Ils eurent ainsi l'avis des travailleurs sur la désertification de la région. Des stands d'information sur les entreprises en lutte ont été monté s sur la place principale de la ville, faisant ainsi une sorte de contre-congrès.

Somme toute, une bonne journée pour les travailleurs qui se mobilisent et s'unissent dans l'action pour le droit de travailler el vivre au pays.

1300 résidents dans les rues de Metz

Bien que l'audience au tribunal ait été annoncée à 9 h, la manifestation prévue à 14 h a quand même été maintenue. Cette manifestation qui a parcouru durant deux heures les rues de Metz, en particulier les quartiers immigrés, fut une réussite. Il y avait là 1 300 résidents venus de tous les foyers de la région, aussi bien ceux de la Sonacotra que des foyers AFMO

L'unité entre les résidents des différents foyers est, en effet, très forte et s'est manifestée, entre autres, par le slogan « Sonacotra, AMFO, AMLI, tous

Étaient aussi présents les comités de soutien ainsi qu'une quinzaine de jeunes du lycée de Fameck, mobilisés par le comité lycéen d'action de Fameck (CLAF). Dix-sept cars pleins et de nombreuses voitures avaient amené les manifestants.

Une manifestation très animée et combative après le rassemblement qui, venant quelques jours sculement après le rassemblement de samedi dernier, montre que la mobilisation est importante dans les foyers de la région. De nouveaux foyers pourraient d'ailleurs se mettre en grève d'ici peu,

Renforcer les liens entre la France et la Chine

ES derniers mois ont été marqués par une intensification des relations entre la France et la Chine. Des délégations économiques, 'culturelles et même militaires se sont succédées dans les deux sens. Plus récemment Chirac, leader du parti gaulliste s'est rendu en visite en Chine suivi ces jours-ci par Poniatowski au titre de président d'honneur du Parti républicain. L'un comme l'autre ont été reçus par le président Houa Kouo-feng et le vice-président Teng Hsiao-ping. De nouvelles rencontres au plus haut niveau entre les deux États sont en perspective.

Comment apprécier ce développement des

relations?

Poniatowski, porteur d'un message de Giscard aux dirigeants chinois, a été reçu comme envoyé de l'Elysée. C'est à ce titre qu'il a abordé le dossier de la coopération industrielle (qui comprend les techniques militaires) entre les deux pays. Les discussions sur ce point devraient d'ailleurs permettre la mise au point d'un accord-cadre de coopération. Il est bien entendu que les monopoles français sont très intéressés par cet aspect des relations bilatérales. C'est ce qu'ils soulignent quand ils parlent du « marché chinois ».

C'est ainsi que les hom, mes d'affaires français ne cachent pas leur satisfaction lorsqu'ils ont pu négocier un contrat avec la Chine. La Chine qu'ils présentent couramment comme un partenaire sérieux mais « coriace ».

En effet, ces relations économiques se développent sur une base de stricte égalité, c'est ce que les Chinois appellent « l'avantage réciproque ». Car si du côté français (des monopoles français) on pense à fai-

re des affaires, à l'inverse,

pour la Chine, ces échanges permettent de renforcer l'édification socialiste. Une édification qui va de l'avant selon le principe de compter sur ses propres forces ce qui n'exclut pas, mais au contraire inclut le recours aux techniques avancées de l'étranger.

Cependant, pour importantes que soit cette coopération économique (qui est d'ailleurs d'un niveau plus faible que celle existant entre la Chine et le Japon ou la RFA) c'est le contenu politique des relations qui prime.

Dans ce domaine, il existe deux points de convergence principaux. Il s'agit du renforcement de l'Union européenne et de la situation en Afrique. Assurément, ces convergences correspondent à des motivations nettement differentes pour les deux Etats, l'un étant aux mains d'une bourgeoisie impérialiste, l'autre étant un Etat socialiste où s'exerce la dic tature du prolétariat.

En ce qui concerne l'Europe, il est clair que le renforcement de sa puissance et de son unité constitue un obstacle important à la politique des superpuissances et particulièrement aux hégémoniques de l'URSS. C'est, dans ce sens que la Chine soutient l'unification européenne, comme l'a rappelé ces jours-ci le vice-premier ministre Li Hsien-nien qui déclarait à une délégation de la CEE : Nous souhaitons voir une Europe puissante et unie, de même que de votre côté vous souhaitez voir une Chine puissante et unie. »

Pour ce qui est de la situation en Afrique, c'est un sujet de préoccupation pour les deux pays. Ces dernières années, les pressions, la subversion et les interventions militaires de l'URSS — utilisant ou non, le concours de Cuba — se sont multipliées sur ce continent. Si, bien sûr, les peuples africains sont concernés au premier chef par cette nouvelle menace impérialiste, celle-ci a une portée planétaire.

En effet, une implantation politique et militaire du
social-impérialisme en Afrique aurait des répercussions
bien au-delà. Pour l'Europe
et notamment la France,
une telle implantation ferait
peser une menace directe
sur ses voies d'approvisionnements énergétiques en
matières premières. Voilà
pourquoi les gouvernements impérialistes européens, faute de ne pouvoir
encore dominer l'Afrique – chose qui appartient

heureusement a un passé révolu—sont directement intéressés à ce que l'Afrique soit indépendante des superpuissances et de l'URSS en particulier. Bien entendu, ces préoccupations ne sont pas exemptes d'arrières pensées néocoloniales. Pour autant, leur action contribue objectivement à entraver la pénétration soviétique et ce fut le cas notamment lors de la récente offensive de l'URSS contre le Zaïre.

Voilà en quoi il y a convergence avec la politique extérieure chinoise dont le but est de réaliser l'unité des peuples et des pays face aux dangers que la rivalité des deux superpuissances fait peser sur la paix, face aux préparatifs de guerre de l'URSS.

C'est la République populaire de Chine qui, par sa politique d'indépendance nationale intransigeante et son activité opiniâtre en faveur d'un vaste front uni contre l'hégémonie, représente l'obstacle le plus conséquent aux entreprises de l'URSS. De ce point de vue, on ne peut qu'apprécier positivement l'essor des relations entre la France et la Chine.

Elles doivent être encore renforcées comme doivent l'être aussi et avant
tout les relations d'amitié
entre nos deux peuples.
En effet, dans le monde
d'aujourd'hui tous ceux
qui sont attachés à l'indépendance nationale doivent militer en faveur d'un
renforcement continu des
liens avec la République
populaire de Chine. Ce sont
deux choses inséparables.

Pierre MARCEAU

S'unir c'est assurer le succès de la lutte

(Suite de la page une)

Dans cette société capitaliste, n'est-ce pas aussi le scandale de la suspension de la construction de l'aciérie de Neuves-Maisons construite à 90 % où le gâchis financier s'éleverait à un milliard 704 millions, soit deux fois le scandale des abattoirs de La Villette, à Paris

Les initiatives fusent de partout. Defferre, maire de Marseille, veut aussi sauver l'entreprise avec les fonds publics et appelle les travailleurs de Terrin à la reprise du travail pour un mois sans aucune garantie d'emploi.

Marchais n'est pas en reste et a toujours ses solutions bourgeoises : les nationalisations démocratiques en système capitaliste. Les nationalisations démocratiques, décidées au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, n'ont nullement servi les intérêts de la classe ouvrière mais bien ceux de la classe au pouvoir, la classe capitaliste.

Qu'en est-il pour les travailleurs lorsqu'ils défendent leurs justes revendications comme à la Régie nationale des usines Renault ou dans ses filiales? Ne se voient-ils pas envoyer les forces de répression, que ce soit en France ou dans l'Argentine de Videla?

La Sonacotra, dans laquelle l'État détient 55 % du capital, permet-elle aux travailleurs immigrés d'être plus heureux ?

Non! Ces travailleurs sont l'objet depuis des années de tentatives d'expulsion, de procès, etc. La politique antisociale de Giscard-Barre, c'est aussi la préparation par Boulin, ministre du Travail et de la Participation, d'un décret-loi répressif à l'égard des travailleurs malades par un super-contrôle effectué par des médecins-flics.

Le problème du chômage a été confié au pharmacien Robert Fabre, un des leaders de la défunte Union de la gauche, qui va peut-être, en l'espace de six mois, découvrir une potion magique.

La politique gouvernementale, c'est aussi la hausse des prix dans tous les domaines. On est loin du Programme de Blois. Au point dix, il est dit : « Le régime de liberté ne doit pas donner lieu à des abus ou à des excès en matière de prix... Une politique de vérité des tarifs publics sera progressivement conduite.

Giscard et Barre n'ont que faire de leurs écrits. Ne sont-ils pas de ceux qui pratiquent une politique d'abus, d'excès en matière de prix? Les dernières hausses sur l'essence, le tabac, les alcools en sont un témoignage.

Face à cette offensive antiouvrière du capitalisme monopoliste d'État, que font les « leaders » des confédérations syndicales ?

Ne se rendent-ils pas successivement dans les salons ministériels pour y tenir quelques parlottes?

Et lorsqu'ils s'adressent aux militants, que ce soit à la porte de Pantin ou à la Mutualité, ils n'ont pas d'autres propositions que la négociation autour d'une table ronde puisque leur stratégie reste la même après l'échec de mars 1978.

Concernant les négociations, le Parti communiste marxiste-léniniste a une position de principe : pour négocier avec le patronat et le gouvernement, il est nécessaire de s'appuyer sur un rapport de forces. Sans cela, on ne peut que trahir les intérêts des travailleurs.

Alors, aujourd'hui, que faire après la décep-

tion de mars 1978 ?

Le Parti communiste marxiste-léniniste appelle les travailleurs où qu'ils soient à travailler à l'unité
de la classe ouvrière pour assurer le succès des luttes
et imposer dans ce combat de classe ses justes reven-

S'unir sur les lieux de travail pour l'action et dans l'action correspond à l'intérêt de classe de tous les travailleurs.

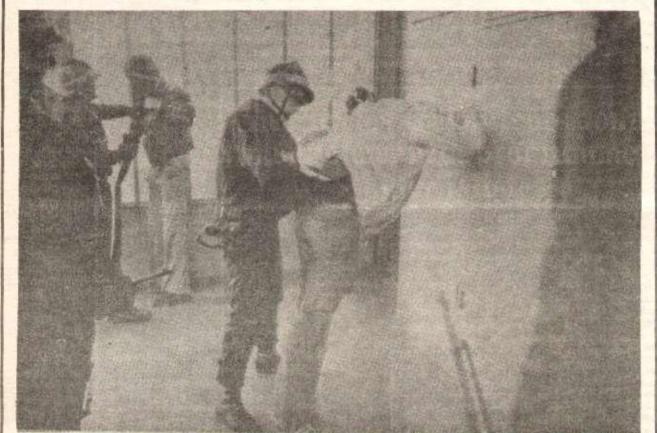
L'unité de la classe ouvrière, c'est l'unité des Français et immigrés, c'est l'unité des salariés et ses sans-travail.

S'unir, c'est assurer le succès de la lutte classe contre classe pour imposer nos revendications immédiates, notamment les 40 h tout de suite sans augmentation des cadences, la retraite à 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes et les ouvriers effectuant des travaux pénibles, exiger du travail pour tous, refuser tout licenciement!

Pour avancer dans cette voie, le Parti communiste marxiste-léniniste appelle aussi les travailleurs à faire de leurs syndicats des organisations indépendantes des partis bourgeois de droite comme de gau-

Andre DRUESNE

La réalité que la RATP ne veut pas montrer



La direction de la RATP a décidé d'organiser une exposition-photos à la station Châtelet pour « revaloriser l'image de marque du mêtro ». Cette image de marque est difficile à revaloriser puisque la direction a décide de supprimer quatre photos (dont celle que nous publions) « qui ne cadraient pas avec le thème vie quotidienne dans le métro ».

Les photographes Yves Bourde, Henri Cartier-

Bresson, Alain Resnais, William Klein, Brassai et les agences Magnum, Viva, Rapho et Rush ont donc retiré leurs photos pour protester contre cette cendiennes dans le metro. Celle qu'on veut montrer et celle qui existe : les jeunes et les travailleurs immigrés surtout la connaissent bien.

Il y a deux vies quoti-

the rest of the afternoon of the state

HUMANITÉ ROUGE - Vendredi 30 sa

La parole aux travailleurs de LMT

Au cours d'une table ronde, des travailleurs de LMT de Nantes nous disent ce qu'ils pensent des nationalisations, du PCF et comment ils voient la révolution

OUS publions une interview accordée par des travailleurs de LMT à notre correspondant de Nantes. Une grande grève a mobili-sé les travailleurs de l'usine LMT d'Orvault au printemps dernier (d'avril à fin juin). Cette filiale de Thomson est installée dans la région depuis 1971 et emploie un personnel féminin, sans qualification, pour une part venu du milieu rural (450 ouvrières). Le personnel techniciens, ingénieurs et bureaux est très nombreux : 300 environ. Cette lutte n'a pas abouti sur les revendicaions, 75 F d'augmentation au lieu des 300 F demandés : les salaires sont encore pour beaucoup d'ouvrières au dessous de 2 000 F) mais elle est très positive par plusieurs aspects de son déroulement, et en particulier l'unité qui s'est établie parmi les travailleurs en grève, surtout ouvriers et techniciens. Elle a prouvé aussi une grande combativité et s'est heurtée à une violente repression : cinq avertissements, cinquante-deux mises à pied, cent-quatrevingt-dix mises en chómage technique. La pression des grévistes a aussi arrêté la procédure de licenciements engagée contre vingt-six grévistes.

L'un des travailleurs interviewés (Yves) est un technicien militant de la CGT, ancien membre du PCF, particulièrement actif pendant la grève. De l'interview très intéressante par bien des aspects, nous avons choisi de présenter les parties qui développent plus particulièrement les points de vue sur le PCF, les nationalisations, la lutte classe contre classe. Cet interview montre à la fois la conscience de classe et les illusions qui subsistent encore chez de nombreux travailleurs combatifs, membres du PCF ou très proches de lui comme celui-ci. Elle montre en particulier que l'attachement au PCF n'est pas sans réserves et que l'aspiration à la révolution est toujours profonde mais c'est la confiance dans sa perspective à court terme qui manque, en particulier à cause de l'absence d'un parti suffisamment fort pour diriger la classe

L'édification d'un tel parti, suffisamment fort, n'est-ce pas toute notre préoccupation et n'est-ce pas avec l'aide de tels travailleurs qui ont conscience de cette nécessité que nous y réussi-

ront ?

HR: Pensez-vous que la nationalisation de LMT serait une bonne chose comme le prévoyait le programme commun?

Yves: Je pense que oui. Dans le sens où après la francisation, une bonne partie des commandes sont toujours confiées à la CGCT (donc ITT trust américain). Une nationalisation réelle ramènerait une bonne partie des marchés.

Annette: C'est le contrôle par les travailleurs de l'économie centrale qui seule pourrait changer quel ue chose. A part le statut unique que l'on réclame et que pourrait amener la autonalisation, au point de vue salaire (encore que ce soit tout théorique) ça n'aurait guère d'incidence sur le fond. HR. Nous pensons, nous, que les nationalisations n'ont un caractère progressiste qu'en régime socialiste.

Yves: Ca n'est pas évident. Renault par rapport à d'autres monopoles ce n'est pas l'exemple le plus mauvais sans être une réussite en soi. Actuellement les soi-disant nationalisations ne sont que des étatisations. Actuellement ce n'est pas au service de la nation, mais au service de l'État. HR: Quelle différence faire entre les deux termes? Ce n'est pas possible réellement.

Yves: Si, avec une gestion démocratique, c'est possible.

HR: Ca reste une gestion capitaliste dont le profit reste le moteur.

Yves: Le profit! Alors là le La suppression du profit. Je souhaite qu'on y arrive, mais dans quel laps de temps?

HR: Je te précise notre position vis-à vis du pouvoir. Nous pensons que nécessairement les travailleurs auront recours à la voie armée pour parvenir au socialisme, fût-ce dans 100 ans.

Yves: Là-dessus je suis assez proche, mais un bouleversement, avec ou sans armes, j'y crois pas. Regarde notre propre histoire, en France même, le Portugal, le Chili. IL y a eu des révolutions et finalement c'est la bourgeoisie qui en profite. Je ne crois pas qu'on puisse faire un bouleversement sans étape intermédiaire. Évidemment, si demain, on nous disait de prendre le fusils, ça serait beau, mais ces conditions-là n'existent pas.

Annette: Il faut une préparation politique à cette perspective, fut-elle lointaine.

Yves: La préparation politique? Il faut pour ça un Parti politique qui puisse attirer les masses, qui ait un aspect révolutionnaire prépondérant avec quelque chose de solide. Or, actuellemnent, ce parti n'existe pas. Partant de là, je vois pas ce qui pourrait motiver les gens pour avoir un changement comme ça.

Mais qu'est-ce que c'est la révolution ? Prise du pouvoir comment et pourquoi faire ?

HR: C'est pour nous un but stratégique, non un objectif immédiat. Le rôle des communistes est précisément de préparer les travailleurs à cette idée. Il y a le Parti communiste qui est censé le faire, mais à notre avis non seulement il ne le fait pas, mais il fait exactement l'inverse.

Yves: C'est à moitié vrai. Mais je ne pense pas que le PC veuille démobiliser. Il a tendance, comme en ce moment à prendre des positions un peu fermes, mais je pense qu'il a aussi perdu un de ses aspects révolutionnaires et c'est peut-être pour celà que je l'ai quitté, certainement d'ailleurs.

D'un autre côté, je regrette que certains groupes gauchistes n'aient pas cet solidité politique que représente l'appareil du parti communiste.

Annette: Ce sont sans doute pas des choses qui se crééent du jour au lendemain.

Yves: Non! Moi, je trouve que c'est un peu facile de faire un beau pa pier et de faire appel à la révolution. Ca m'a toujours choqué parce que derrière, il n'y a rien. C'est pas ça que les gens veulent. Peut-etre à la limite un jour, ils seront prets à se battre, mais il faut qu'il y ait quelque chose derrière. Actuellement, je suis entre deux tendances, l'une révolutionnaire que peuvent peut-être représenter certains groupes gauchistes et ce que peut apporter le PC. Je veux bien convenir de ce que le PC a laissé son aspect révolutionnaire au porte-manteau. Pour cela, le changement démocratique sera peut-être long, très long. Mais avec les groupes dits gauchistes, ca ira sans doute encore moins loin, en tout cas pas plus loin. Prendre le fusil aujourd'hui ? Mais, il n'y a rien derrière, alors c'est beau de pouvoir le dire, mais totalement irresponsable.

HR: Que doit faire la classe ouvrière pour sortir de l'isolement des luttes telle que l'a été celle de Dubigeon par exemple?

Yves: Quand il y aura un boum, ce sera général. Il ne faut pas trop compter sur le voisin, car tout le monde sera dans le coup, au coude à coude, dans sa propre boite. Il faudra que tout le monde y laisse quelque chose, mais à mon avis, les gens ne sont pas prêts à cela.

Maryse: En Mai 1968, il y a eu unité des luttes, mais la question du pouvoir n'était pas posée. Les luttes pour les luttes, ce a'est pas le but.

Yves: Il manquait quelque chose en 1968. S'il y avait eu le programme commun, il y aurait peut-être eu une issue possible. Ce n'est que mon point de vue, bien sûr.

Maryse: S'il y a effectivement montée des luttes, la gauche peut penser aller au pouvoir, mais pour moi, ce n'est pas comme ça que la question sera réglée. Je vois bien que la gauche ne remet pas en cause complètement le capitalisme et c'est là qu'il faut en venir.

Yves: Il manque le parti politique. Ensuite av nt de démolir le capitalisme, il faut faire une étape. Actuellement, on ne tiendrait pas; on serait isolés, sujets au blocus économique. Il n'y a qu'à voir ce qu'ont connu l'URSS, Cuba...

HR: Une autre question. L'un de nos mots d'ordre essentiels, est. « Classe contre classe ». C'est un mot d'ordre applicable, à notre sens, pour longtemps, Kanapa, dans France nouvelle, dritiquait ce mot d'ordre en le taxant de stalinien, c'est-à-dire, dogmatique et faux dans son esprit. Qu'en pensez-vous ? Nous pensons nous qu'il définit bien les rapports qui doivent être entre patrons et sala-riés.

Yves : Je pourrais être d'accord en partie. Si l'on définit d'abord clairement ce qu'est la classe ouvrière et ce qu'est la bourgeoisie ; je suis d'accord, mais à mon avis, il y a des classes intermédiaires. Si la bourgeoisie est définie clairement ça va, mais j'ai peur qu'on y englobe beaucoup de gens comme par exemple les professions libérales. Il est vrai que ces gens-là ramassent de l'argent, qu'ils sont liés au système. Mais il serait faux de les mettre dans une classe opposée systématiquement, dans la bourgeoisie. Quant à ce qui est dit à propos de stalinien, pour ma part, je n'ai jamais critiqué Staline, considérant qu'il a fait beaucoup pour le développement de l'URSS.

Television -

SAMEDI 30 SEPTEMBRE. A 20 h 35 SUR A2 « DE GUERRE LASSE » film TV

Ce film est consacré aux mutineries de 1917. D'avril à octobre 1917 l'armée connut d'importants mouvements d'indiscipline et de refus d'obéissance collectifs, qui touchèrent selon certaines estimations jusqu'à 100 000 hommes. Les soldats en avaient assez des massacres inutiles et se révoltaient contre certains officiers qui furent malmenés. Parfois, cela prenaît la forme de manifestations de masse ou l'on chantait l'Internationale en défilant derrière un drapeau rouge en réclamant la révolution. Les chefs de l'armée affolés réprimerent dans le sang ces mutineries : 544 soldats furent condamnés à mort, dont 49 furent exécutés, et 2 900 écopèrent de peines de travaux forcés. Une émission intéressante qui réhabilite la mémoire de ces mutins.



Fusillé pour l'exemple.

DIMANCHE ler OCTOBRE. A 20 h 30 SUR FR3 LES DOSSIERS NOIRS :

Le carburant miracle d'Ivan Makhonine

D'origine russe, Ivan Makhonine inventa un carburant peu coûteux, extrait d'huiles végétales et de goudrons, et apte à remplacer l'essence. Tres intéressé l'Etat se livra à des essais qui furent concluants. Mais les pétroliers inquiets réagissent et en 1928, suite à de violents débats à la Chambre, le gouvernement interdit le carburant de Makhonine. De nouveau en 1960, on tenta de relancer l'affaire, mais une fois de plus les monopoles pétroliers intervinrent pour sauvegarder leurs intérêts. En 1973, Makhonine mourut dans la misère. Aujourd'hui, les chercheurs se penchent à nouveau sur l'extraction d'un carburant à partir de la houille. Une bonne illustration sur la façon dont les monopoles s'opposent au progrès scientifique dès que celui-ci risque de léser leurs intérêts.

LUNDI 2 OCTOBRE. A 21 h 35 SUR A2 QUESTION DE TEMPS :

Louise le bébé-éprouvette

Film de la télévision britannique sur cette expérience intéressante, suivi d'un débat d'un quart d'heure sur la stérilité en France en 1978.

MARDI 3 OCTOBRE. A 14 h SUR A2 AUJOURD'HUI MADAME :

Avec Monique Pelletier

Pour ceux qui pourront regarder la télévision cet aprèsmidi, nous Jeur conseillons cette emission de propagande gouvernementale ou Madame le ministre de la condition féminine se laissera interroger sur ses projets par les Penimes réunies sur le plateau. Pour mieux connaître les armés utilisées par l'ennemi.

MERCREDI 4 OCTOBRE. A 22 h 05 SUR TF1 L'ENJEU:

Magazine économique et social

Ce nouveau magazine a l'ambition de «montrer l'économie, la faire vivre en image », nous disent ses auteurs qui ajoutent : « Il est temps d'aider les gens à comprendre les phénomènes qu'ils subissent ». A priori on n'a rien contre, mais de quelle compréhension s'agit-il ? Veut-on leur faire admettre la crise ? Faire passer la pilule du chômage ? A ceux qui le redoutent, François de Closets répond par avance : « Notre souci est de faire un travail de journalistes... Notre but, c'est de formuler la question, pas de donner la réponse ». Mais nous savons bien que dans ce domaine la « neutralité objective » derrière laquelle il semble vouloir se mettre à l'abri n'est qu'un leurre. A voir pour en débattre, les correspondances de ceux qui pourront regarder cette émission seront les bienvenues. Au sommaire de cette l'ère émission : l'homme du mois, Georges Taylor (PDG de Citroën) — Votre argent : les tribuiations d'eune action — Les perspectives économiques du mois à venir — Dossier : la création d'entréprises — et divers reportages.

A propos des manifestations de motards à Bordeaux

Le vendredi soir, les jeunes motards (ouvriers, étudiants) se réunissent place de la Victoire. Pour « tourner », mais surtout, pour discuter. En effet, tourner autour de la Victoire, au milieu de la ville, en pleine circulation, c'est un « sport dangereux », pour les motards et pour la population.

Mais où aller ? Auparavant, les mo-tards allaient autour du lac, circuit sauvage non-aménagé et fréquenté par les voitures, qui a été interdit.

Depuis cette interdiction, le lieu de rendez-vous est à la Victoire. C'est tardivement donc, quatre ans après la fermeture du lac, mais résolument qu'au mois de juin, l'action a été enga-gée pour l'ouverture d'un véritable circuit. Une première manifestation a donc été organisée spontanément et a fait les gros titres de la presse locale.

Par la suite, une pétition « apolitique » était lancée pour l'ouverture de ce circuit. « Apolitique » principalement en réaction à la diffusion d'un tract des Jeunesses du Parti communiste des Jeunesses du Parti communiste qui reprenait à son compte cette revendication d'un circuit et cela, à la hâte, puisque le tract avait été tiré le matin et n'était diffusé qu'à 10 heures par deux responsables fédéraux. Par la suite, ce qualificatif d'apolitique devait être critiqué et autocritiqué. Mais la pétition récoltaitt plus de 1 000 signatures en moins de deux semaines.

Les vacances ont suivi et, à la rentrée. une manifestation était organisée pen-dant la semaine du Bol d'Or. Cette manifestation avait pour but de rassembler et de regrouper les motards, c'est plus de 150 motards qui y ont participé. Au cours de cette manifestation un'appel était lancé pour se regrouper plus nombreux le vendredi suivant et pour faire une manifestation en plein jour le samedi. en plein jour le samedi.

500 motards, le vendredi soir, pour le circuit contre les propositions de Girondeau, 500 motards le samedi contre la fermeture du circuit de moto-cross de Canejan, pour l'organisation d'un comité de défense des motards, le rejet du pseudo-motard,

A travers ces différentes actions a grandi l'idée de faire confiance aux autres, de refuser les appuis incertains des personnalités, de compter sur ses propres forces, d'organiser les motards indépendamment sur leurs objectifs.

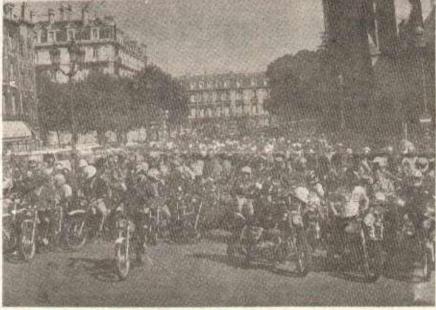
Ce n'est pas un hasard si les jeunes critiquent le choix de la construction d'un terrain de golf par la municipalité. Petit à petit, la conscience de la nécessité de se battre pied à pied contre la mairie, contre la préfecture, s'implante et s'enracine. Cette revendication est simple et juste et pour l'obtenir de plus en plus de motards ont conscience qu'il faudra se battre, durement et longtemps, car le problème de la moto ce n'est pas un problème de la moto ce n'est pas un problème qui peut être isolé des autres reven-dications populaires.

Le secrétaire de PSM dit en gros : « Il ne faut pas que par des me-sures irresponsables le gouvernement détourne une masse appréciable de jeunes vers d'autres problèmes. » Sousentendu si les motards ne peuvent plus faire de la bécane, forcément ils rejoindront directement les luttes dans les entreprises et les bureaux, »

En fait, les jeunes qui font de la moto rencontrent un certain nombre de difficultés. On veut bien faire du fric sur leur dos (les équipements nécessaires pour la sécurité, casque et véternents de cuir subissent une TVA de 33 %), mais les pouvoirs publics négligent totalement leur sécurité sur les routes (passages cloutés, bandes de signalisation glissantes, rails de « sécurité » mortels, nids de poules).

REVENDICATION DES MOTARDS DE BORDEAUX

- Amélioration de la sécurité routière ;
- Contre les projets de Gérondeau visant à limiter la cylindrée et la création d'un super-permis;
- La création d'un circuit de vitesse près de Bordeaux ;
- Le maintien du terrain de moto-cross libre et gratuit de Canejean, localité près de Bordeaux qui est menacée d'expropriation.



La manifestation des motards.

Pierrefitte (Région parisienne)

Non au ghetto des cités de transit

greve de la faim pendant neuf jours à la cité de transit Début août : Yvonne Huriez fait la cité de transit des Joncherolles. Revendications : contre les cités de transit, pour les radios libres, pour ré-

cupérer deux de ses enfants. Soutien massif dans la cité des Joncherolles, les cités avoisinnantes et aussi d'autres cités de transit. Plusieurs cités de transit envoient des télégrammes de soutien. La mairie refuse d'intervenir. Tous les contact entre Yvonne et l'extérieur se font à l'aide d'un micro, toute intervention est ainsi répercutée dans toute la cité.

Succès de la grève en ce qui concerne ses enfants, mais succes aussi au niveau des cités de transit. En effet, cette grève a permis d'établir des relations suivies entre plusieurs cités de transit : dans tout le dénartement mais russi a Gennevilders Tours Tou ouse La Radrelle

Las cités mettent en nière activa

prochainement, à laquelle sont con-viés tous ceux qui sont concernés par le problème du logement ou veulent apporter leur soutien. Les cités de transit mobilisées travaillent en relations avec les foyers Sonacotra, les comités de locataires du Marais, les comités de femmes arabes.

Les revendications principales : plus de cités de transit, plus de ghetto, être relogés tous ensemble, pas de loyer supérieur à 700 F.

En attendant, revendications immé-

Cantines gratuites pour tous les habitants des cités de transit (actuellement, la mairie de Pierrefitte offre la cantine gratuite aux familles de plus de six enfants... de nationalité françai-

Assistance médicale gratuite.

 Dérogation aux dettes de loyers (arriérés de loyer supprimés). Plus de coupures d'électricité.

Plus de répression policiere, en particulier contre les jeunes de la cité. Quelques informations : à la cité de transit des Joncherolles, loyer d'un

F4: 320 F; mais Il faut ajouter l'installation d'un chauffe-eau et le chauf-

A PROPOS DE RADIO PROLO

habitants of the first superior of the superio

Elle fonctionne tous les mercredis et samedis à 20 h 30 sur 93 MHz.

Elle n'a de raison d'exister que si se sont les travailleurs eux-mêmes qui la font, soit par intervention directe au micro, soit par cassette enregistrée.

Peut-être captée dans les secteurs de St-Denis, Pierrefitte, Aubervilliers, Stains, Enghien, Montmorency, Argenteuil et même Villejuif (on le sait par les appeis téléphoniques recus).

Correspondant St-Denis

Elèves infirmières

La coordination des élèves-infirmières et infirmiers de Rhône-Alpes organise une session nationale dès la Toussaint, elle invite toutes les écoles à y participer.

A l'ordre du jour de cette réunion:

- Définir le fonctionnement de is coordination nationale.
- Elaborer un statut commun. - Organises l'action au niveau

Plant tour remeighninents, Sacrassar su Sacrataria de Comité

BLOC-NOTES

A l'occasion de la parution de L'Humanité Rouge en tant qu' organe central du P.C.M.L Abonnements spéciaux pendant une durée de 1 mois:15 francs l'abonnement de 1 mois

PRENEZ CONTACT

avec

Le Parti communiste marxiste-léniniste (PCML)

Nom: Adresse Code postal:

កម្ពុជា ប្រជាជមកេយ្យ KAMPUCHEA DEMOCRATIOUE



JOURNEES COMMEMORATIVES

18° ANNIVERSAIRE 40 Is FONDATION 48 PARTI COMMUNISTE de KAMPUCHEA

Samedi 38 septembre & Dimanche i octobre 1978 de 9h30 a 23h nu 32 rue Olivier-Noyer, Paris 14º00e _ Mº: Alesia ou Pernety

PROGRAMME:

* EXPOSITION DE PHOTOS * PROJECTION DE 3 FILMS:
1." PEUPLE HEROÏQUE"
2. "KAMPUCHEA DEMOCRATIQUE"
3."LA VERITABLE NATURE DE L'AGRESSION VIETNAMIENNE
CONTRE LE KAMPUCHEA DEMOCRATIQUE" # MEETING : SAMEDI 30 SEPTEMBRE 1978 I 14H

SONT CORDUALEMENT INVITES LES COMPATRIOTES ET LES AMIS ETHANGERS

AU PROGRAMME DE SAMEDI

9 h 30 :

- Ouverture

Exposition de photos, vente de documents. 10 h:

Film « Kampuchea démocratique »

14h:

MEETING à l'occasion du 18e anniversaire de la fondation du Parti communiste du Kampuchea : Discours du président du Comité des patriotes du Kampuchea démocratique en France.

Estas : « La vibritan e nature de l'agression mere miente courre le Namourage democratique

- Participation of the supplied of the supplind of the supplied of the supplied of the supplied of the supplin

How pour a un Parti putiene ere to du a voisa est tout à morde dinne qu'il à la bessecre cour de action : Les perspectives écommiques du mels à venir : de serve et les est duni le coup at soure à coute, d'agrysament del l'is

l'humanité rouge

Ce rapport a été fait dans la perspective de 1982, fin de la concession de l'État à la SNCF (la SNCF est, en effet, une entreprise liée à l'État qui y détient la majorité des actions par une concession qui expire en 1982) et envisage le renouvellement de la concession « seulement pour un service contracté ».

En cette période de crise et de restructuration, l'orientation du rapport est la même que celle de la bourgoisie dans les autres secteurs. Il déclare : « Le fonctionnement de l'appareil des transports terrestres selon les règles de l'économie de marché est possible. Il est socialement préférable. »

En clair, il s'agit d'accentuer la concurrence entre différents modes de transports (fer, route...) afin d'éliminer tout ce qui n'est pas rentable (ce qu'ailleurs on appelle les « canards boireux »).

Cette orientation ne fait qu'accentuer celle du rapport Nora de 1969 (le même qui s'est rendu aujourd'hui célèbre avec son rapport sur « l'informatisation de la société ») dont l'application avait entrainé la fermeture de plus de 6 000 kilomètres de lignes de chemin de fer et la suppression de dizaines de milliers d'emplois.

Un exemple précis de cette politique de la SNCF peut être donné sur la région de Dijon (quatre départements) où plus de 1 000 emplois ont été supprimés de 1972 à 1978.

SUPPRESSION DE 2 600 GARES

Le rapport Guillaumat propose la suppression de 2 600 gares, de 14 000 km de lignes et « l'amélioration de la productivité » (en langage clair, faire faire plus de travail par moins de monde). C'est donc s'orienter vers de nouvelles suppressions de postes de plus en plus massives. Ce n'est pas dans ce secteur que les travailleurs trouveront du boulot!

De plus, de telles propositions ne peuvent qu'amener une remise en cause des avantages acquis par les cheminots. Des aujourd'hui, c'est l'aggravation des conditions de travail avec des mesures comme la conduite à agent seul que la SNCF veut imposer aux roulants. C'est la remise en cause de la sécurité de l'emploi par le développement de l'embauche de contractuels ne bénéficiant pas des garanties de statut. Ainsi, au SERNAM, service de la SNCF, des consignes ont été données aux directeurs de succursales de ne plus embaucher que des contractuels comme nouveaux agents. C'est le recours à des entreprises sous-traitantes où les conditions d'exploitation sont sarticulièrement dures. La grève de Déhé les a d'ailleurs recemment mises en lumière (ouvriers logés à neuf par wagon, semaine de 50 h, licenciements pour fait de grève).

La suppression des petites gares et lignes va contribuer à la désertification des campagnes (à ce sujet, il est intéressant de savoir qu'il y a un représentant officiel de la FNSEA parmi les rédacteurs du rapport), notamment des plus pauvres puisqu'il est prévu de mettre sur le dos des collectivités locales certains frais de fonctionnement des transports, si elles veulent les conserver.

Le rapport Guillaumat propose bien d'autres mesures frappant les petits usagers : augmentation de tarifs d'abonnement, suppressi des tarifs sociaux tels ceux familles nombreuses, des udiants, voire des congés paugmentation des tarifs en criode de pointe...



Le rapport Guillaumat sur la SNCF

De graves menaces pour les cheminots comme pour l'ensemble des travailleurs

E rapport Guillaumat est un rapport sur « les orientations pour le transport terrestre », réclamé par Barre en mai 1977 et remis en février 1978. Le gouvernement a prudemment attendu que les élections soient passées pour le rendre public, le 11 juillet 1978. Les orientations ont été approuvées par le Conseil des ministres.



Ces propositions sont particulièrement scandaleuses quand on sait les cadeaux que fait la SNCF aux trusts.

Ainsi, au niveau des tarifs, ceux du transport des minerais et du pétrole sont restés quasiment les mêmes de 1949 à 1972, tandis que les tarifs voyageurs 2e classe ont été multipliés par 4,23, ceux des voyageurs banileue par 5,60, les tarifs petits colis par 6. Substituer massivement le

Substituer massivement le trafic routier au trafic ferroviaire ne peut aussi qu'amener une dégradation de l'environnement (encombrement routier, pollution...)

SUR QUELLE BASE LUTTER CONTRE LE RAPPORT GUILLAUMAT

Les directions syndicales, une fois de plus, enfourchent le vieux dada de la défense de l'entreprise, du service public, des nationalisations du transport ferroviaire. C'est en fait vouloir qu'en système capitaliste, une entreprise capitaliste d'État ait une politique « sociale », échappant aux lois du syntème. C'est entretenir des illusions sur celui-ci. Cela amène les dirigeants syndicaux à se présenter face aux dirigeants de la SNCF, non comme des adversaires irréductibles, mais comme ayant une politique « meilleure pour l'entreprise » à proposer dans le cadre du conseil d'administration et d'innombrables commissons.

Il est d'ailleurs significatif que la CGT et la CFDT, très largement majoritaires à elles deux (environ 80%) réalisent l'unité avec des représentants directs de la direction comme FO (qui approuve régulièrement tous les ans les accords salariaux) ou des défenseurs acharnés du corporatisme et de tous les privilèges des cadres comme la FMC (Fédération maitrise et cadres) quand il s'agit de ce thème de « défense de l'entreprise » ou aient participé sans vergogne à une manifestation avec tous les syndicats les plus réaction naires de l'Europe de l'Ouest, à Bruxelles, sur le thème de la « défense du chemin de fer » où chacun pouvait y mettre tout ce qu'il voulait.

Le fait que la technique ferroviaire représente une moins grande détérioration de l'environnement, de meilleures conditions de sécurité ou que les cheminots aient obtenu des avantages supérieurs à ceux des routiers ne peut suffire à justifier cette politique.

En effet, en plus des illusions qu'elle entretient, elle développe un « esprit cheminot » étroitement corporatiste. Ainsi, on a vu dans un comité mixte de succursale SERNAM ayant souvent affaire à des routiers, des représentants syndicaux demander à la direction d'intervenir auprès de la police pour qu'elle mette des amendes à des routiers ne respectant pas le stationnement interdit. Bien souvent, des revendications sont justifiées, non en fonction de l'intérêt des travailleurs, mais en fonction de « l'intérêt du service ».

Aussi dans la lutte nécessaire et de longue haleine contre les orientations du rapport Guillaumat, les communistes marxistesléninistes baseront leurs actions :

 Sur la défense des intérêts des cheminots contre la dégradation des conditions de travail, les attaques contre la sécurité de l'emploi;

 Sur la défense des intérêts de l'ensemble des travailleurs contre des mesures de développement du chômage, de la vie chère, de la dégradation de l'environnement.

Correspondant SNCF Dijon